

CHIFFRES-CLÉS 2011

➔ **PLUS DE 20 000 ENFANTS**
accompagnés dans le cadre de projets
de terrain du BICE en 2011 sur
4 continents.

➔ **23 PAYS**
D'INTERVENTION ET
46 ORGANISATIONS membres
du réseau BICE.

➔ **63 ANS D'EXISTENCE**
au service des enfants vulnérables.

COMITÉ DE LA CHARTE

Le Comité de la Charte du « don en confiance » est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et des fondations faisant appel à la générosité publique. Sa mission est de promouvoir la transparence et la rigueur de gestion. A ce jour, 76 associations en France sont agréées par le Comité de la Charte. L'agrément initial du BICE en 2008 a été renouvelé en 2011. Confiance et transparence sont deux raisons supplémentaires de soutenir nos actions.



**Bureau International Catholique
de l'Enfance**

70, Boulevard de Magenta
75010 Paris

Tél. : + 33 (1) 53 35 01 00

E-mail : bice.paris@bice.org

www.bice.org



TENIR LE CAP POUR L'ENFANCE

Yves Marie-Lanoë,
Président du BICE

En 2011, malgré un contexte économique difficile et une situation politique critique dans plusieurs pays d'Afrique, nous avons tenu le cap pour l'enfance avec trois exigences :

DÉVELOPPER NOS MISSIONS SOCIALES

L'engagement sur le terrain auprès des enfants avec le lancement en 2011 d'un vaste programme de promotion de la bienveillance et de lutte contre la maltraitance sur 4 continents. Rappelons que notre engagement est « au service de tous les enfants, sans discrimination ni prosélytisme » (Charte du BICE).

La réflexion sur l'enfance, avec la tenue à l'UNESCO d'un congrès sur *Le droit à l'éducation des enfants en rupture familiale et sociale*.

Enfin, **le plaidoyer**, renforcé en 2011 par des formations aux droits de l'enfant et aux réalités internationales organisées à Genève.

POURUIVRE LE CHANGEMENT DE NOTRE MODE D'INTERVENTION EN AFRIQUE

25 ans après notre première implantation dans la région, il s'agit en effet de mettre en œuvre une **progressive autonomisation de nos antennes** en Côte d'Ivoire, au Mali, au Togo, et en République Démocratique du Congo (RDC), afin de pérenniser notre action et de lui donner un nouveau souffle.

Ainsi, des associations nationales s'inspirant du BICE ont été créées en 2011 dans 3 pays (Côte d'Ivoire, Mali et RDC) - puis au Togo en 2012 - avec pour objet la défense de la dignité et des droits des enfants. Ces créations traduisent une nouvelle conception de notre intervention puisque, désormais, ce sont ces associations de droit local qui auront l'initiative et la responsabilité de l'exécution des programmes jusqu'ici conçus et administrés directement par le BICE.

De tels changements ne peuvent aller sans quelques difficultés sur le moment, causant un certain attentisme des bailleurs, mais nous sommes convaincus que cette évolution, conforme au souhait de nos partenaires, va dans le bon sens et permettra d'élargir à d'autres pays notre action en faveur des enfants d'Afrique.

CONSOLIDER NOTRE INDÉPENDANCE

Le modèle économique du BICE, en assurant **l'indépendance de notre fonctionnement** vis-à-vis de tout concours public, nous permet d'accompagner ces changements ; il doit être consolidé. C'est vous, chers donateurs qui en êtes les garants grâce à vos dons et à votre fidèle soutien. Permettez-moi, au nom de tous les enfants pour lesquels nous agissons, de vous en remercier très chaleureusement, tout en vous souhaitant une bonne lecture de cet Essentiel 2011.



LES PROJETS ET PROGRAMMES DU BICE DANS LE MONDE

En 2011, le BICE est intervenu dans 23 pays répartis sur 4 continents grâce à des projets concrets qui accompagnent des milliers d'enfants, autour des principales thématiques suivantes : la lutte contre la maltraitance et les abus de tous types, l'amélioration de la prise en charge des enfants victimes de handicap et la promotion de solutions alternatives à l'incarcération pour les enfants privés de liberté. Voici la liste de ces actions :

| AFRIQUE | PROJETS | PAYS | DUREE | NOMBRE D'ENFANTS BÉNÉFICIAIRES PAR AN |
|--|---|--|---------|---------------------------------------|
|  | Protection des enfants privés de liberté et victimes de violence et des «Jeunes filles mères en détresse» | Mali | 3 ans | 1 200 enfants |
| | Projet global de protection de l'enfance (cf le «zoom projet» en p. 2) | RD Congo | 3 ans | 2 865 enfants |
| | Protection des enfants privés de liberté | RD Congo | 1 an | 3 500 enfants |
| | Education et apprentissage professionnel | RD Congo | 6 mois | 130 enfants |
| | Protection des enfants privés de liberté / Prévention du VIH-SIDA | Togo | 1 an | 345 enfants |
| | Lutte contre la traite | Togo | 1 an | 1 000 enfants |
| | Prévention, protection et réhabilitation des filles porte-faix | Togo | 2 ans | 100 enfants |
| | Accompagnement des enfants en situation de handicap | Côte d'Ivoire | 1 an | 180 enfants |
| | Protection des enfants victimes d'abus, exploitation, violences et maltraitance | Côte d'Ivoire | 2 ans | 150 enfants |
| | Protection des enfants privés de liberté et appui alimentaire aux mères en prison | Côte d'Ivoire | 1 an | 70 enfants |
| AMÉRIQUE LATINE | PROJETS | PAYS | DUREE | NOMBRE D'ENFANTS BÉNÉFICIAIRES PAR AN |
|  | Prévention de la maltraitance et intervention face aux situations de maltraitance et de violence sexuelle | Brésil, Bolivie, Chili, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay | 2 ans | 1 200 enfants |
| | Accompagnement et réinsertion des enfants et adolescents en conflit avec la loi (cf le «zoom projet» en p.2) | Brésil, Colombie, Equateur, Guatemala, Pérou | 3 ans | 830 enfants |
| | Soutien scolaire et accueil d'enfants en grande vulnérabilité | Argentine | 3 ans | 300 enfants |
| | Prévention de la violence dans les centres éducatifs, dans les familles et dans les communautés | Venezuela | 1 an | 1 500 enfants |
| ASIE | PROJETS | PAYS | DUREE | NOMBRE D'ENFANTS BÉNÉFICIAIRES PAR AN |
|  | Prévention des abus sexuels et accompagnement des jeunes victimes | Népal | 2 ans | 1 000 enfants |
| | Promotion de la bientraitance dans la parentalité (projet de recherche-action) | Népal | 18 mois | 15 groupes de mères |
| | Prévention des maltraitements et abus et scolarisation informelle (cf le «zoom projet» en p.3) | Cambodge (Sihanoukville) | 2 ans | 200 enfants |
| | Prévention des maltraitements et abus et scolarisation informelle | Cambodge (Battambang) | 3 ans | 300 enfants |
| EUROPE-CEI | PROJETS | PAYS | DUREE | NOMBRE D'ENFANTS BÉNÉFICIAIRES PAR AN |
|  | Développement et intégration sociale des enfants en situation de handicap mental (cf le «zoom projet» en p.3) | Russie, Géorgie, Kazakhstan, Moldavie | 3 ans | 4 500 enfants |
| | Prévention contre la violence et l'abus sexuel et amélioration des processus psycho-judiciaires | Russie, Kazakhstan, Moldavie, Ukraine | 2 ans | 7 000 enfants |
| | Diffusion d'un manuel d'aide aux parents migrants qui quittent leurs enfants pour des raisons de travail | Russie | 18 mois | 1 000 enfants |

MISSIONS SOCIALES

ZOOM PROJET

Projet global de protection de l'enfance – RD Congo

► **Nombre de provinces concernées en RDC :** 3 (Kinshasa, le Kasai Oriental et le Kasai Occidental).

► **Objectif :** que les enfants accèdent à leurs droits fondamentaux et bénéficient de mesures et d'actions de protection efficaces contre toutes formes de violences et d'abus commis à leur encontre, afin de retrouver des perspectives d'avenir décentes et dignes.

► **Chiffres-clés :** 12 000 enfants accueillis, orientés et réinsérés, 900 agents d'Etat formés

► **Durée :** 3 ans (2009-2011)

► **Pour en savoir plus :**
www.bice.org/projetglobalRDC

Sur le terrain en Afrique

Chaque année, des millions d'enfants sont touchés par les instabilités politiques, sociales et économiques dans la région. Parallèlement, l'abandon, la maltraitance, la violence physique et sexuelle et l'exploitation par le travail sont des problèmes particulièrement présents sur ce continent.

Depuis plus de 20 ans, le BICE accompagne et soutient les enfants les plus défavorisés en Côte d'Ivoire, en République Démocratique du Congo, au Mali et au Togo. Notre objectif est d'y renforcer un environnement protecteur des droits de l'enfant.

En 2011, le BICE a poursuivi son travail auprès de milliers d'enfants sur ce continent, à travers de nombreuses voies :

- Centres d'accueil pour les enfants en situation de rue ou victimes d'abus et d'exploitation,
- Centre spécialisé dans l'accompagnement du handicap à Abidjan en Côte d'Ivoire,



© A. Leite - Bice

- Accompagnement d'enfants en conflit avec la loi ou privés de liberté,
- Encouragement à la scolarisation et à la réinsertion en famille,
- Aide à l'orientation et formations pré-professionnelles,
- Soutien des jeunes filles-mères au Mali.

En 2011 également, l'objectif d'autonomisation de nos bureaux locaux s'est concrétisé (cf éditorial).

Nos domaines d'action sur ce continent : enfants en situation de rue, enfants privés de liberté et/ou en conflit avec la loi, enfants en situation de handicap et enfants victimes d'abus et d'exploitation.

Sur le terrain en Amérique latine

Le BICE intervient depuis plus de 20 ans en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Nous y agissons en collaboration avec 30 organisations membres et partenaires dans 12 pays : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Guatemala, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Uruguay et Venezuela. En réponse aux exclusions sociales, économiques et politiques qui frappent les mineurs sur ce continent, il s'agit de donner une voix aux plus jeunes. Le BICE multiplie les actions de prévention et cherche à renforcer la résilience des enfants et adolescents vulnérables. Des méthodes d'intervention novatrices et efficaces sont



© T. Louapre - Bice

mis en œuvre à travers nos projets et programmes.

Nos domaines d'action sur ce continent : les enfants maltraités et victimes de violences, les enfants en conflit avec la loi, les jeunes et très jeunes travailleurs et les enfants sans entourage familial stable.

ZOOM PROJET

Enfance sans barreaux

► **Nombre de pays concernés :** 5 (Brésil, Colombie, Equateur, Guatemala et Pérou)

► **Objectif :** Ce projet propose une réponse concertée face au phénomène croissant de « criminalisation de l'adolescence » et à la généralisation des politiques de répression pure de la délinquance juvénile. Il consiste à renforcer la réinsertion socio-familiale des adolescents infracteurs grâce au plaidoyer actif dans chaque pays pour augmenter le recours aux mesures de justice sans enfermement ; à améliorer la qualité des programmes socio-éducatifs de justice juvénile ; à accompagner personnellement des adolescents en conflit avec la loi pour les aider à construire un avenir.

► **Chiffres-clés :** 2 500 enfants en conflit avec la loi des cinq pays d'intervention, 5 000 membres de leur entourage familial, 600 professionnels de l'enfance, 1 650 acteurs de la justice (juges, magistrats, policiers).

► **Durée :** 3 ans (2009-2012).

► **Pour en savoir plus :**
www.bice.org/enfancesansbarreaux

POLITIQUE DE PROTECTION DE L'ENFANCE

En 2011, le BICE a renforcé sa politique interne de protection de l'enfance.

Rappelons que celle-ci vise à promouvoir la bientraitance des enfants au sein de l'organisation et des organisations membres et partenaires du BICE et à prévenir et gérer éthiquement toute forme de maltraitance.

• La prévention est le maître mot de cette politique, en direction des adultes comme

des enfants appelés à jouer un rôle actif.

• Tous les collaborateurs du BICE et des organisations partenaires de ses projets sont tenus de signer un code de conduite, également proposé à nos organisations membres.

• Une commission de protection de l'enfant a été créée, chargée de veiller à la mise en œuvre de la politique de protection de l'enfance au sein du réseau, de l'adapter

aux nouveaux risques et d'apporter conseils et assistance en cas de besoin.

• Une formation destinée aux cadres et responsables du BICE et des organisations constituant notre réseau est en cours d'élaboration pour qu'ils puissent s'approprier la démarche de prévention, comme les attitudes et procédures à adopter en cas de suspicion de situation de maltraitance ou de maltraitance avérée.

Sur le terrain en Asie

Depuis 2000, le BICE intervient en Asie en partenariat avec des organisations locales afin

de promouvoir la dignité et les droits de l'enfant, avec une attention particulière aux enfants victimes d'abus et/ou d'exploitation sexuels, principalement au Cambodge, au Népal et en Inde.

Trois grandes lignes d'actions sont privilégiées :

- le développement des structures et des ressources communautaires visant à la prévention et la protection de l'enfance ;
- le développement et le soutien des capacités individuelles des soignants et intervenants autour de l'enfant ;
- le travail en coopération avec des ONG locales, les services gouvernementaux et les autorités locales afin d'assurer la pérennité de l'action.

Nos domaines d'action dans cette région : la petite enfance, la promotion de structures d'éducation informelle et les enfants victimes d'abus et/ou d'exploitation sexuels.



© Lesser - Bice

ZOOM PROJET

Smiling Cambodian Children - Cambodge

► **Région concernée :** Sihanoukville (zone majeure d'exploitation et de traite infantile).

► **Objectif :** sensibiliser, mobiliser et renforcer les communautés dans la prévention de l'exploitation, de la violence et des abus sexuels commis sur les enfants. Ouvrir des perspectives aux enfants vulnérables en leur offrant des possibilités d'éducation.

► **Chiffres-clés :** 400 enfants scolarisés dans 6 écoles informelles créées dans le cadre du projet.

► **Durée :** 2 ans (2011-2013)

► **Pour en savoir plus :** www.bice.org/projetCambodge

© T Louapre - Bice



ZOOM PROJET

Favoriser le développement et l'intégration sociale des enfants en situation de handicap mental en Russie et CEI

► **Nombre de pays concernés :** 4 (Russie, Moldavie, Géorgie, Kazakhstan)

► **Objectif :** promouvoir un accompagnement adéquat des enfants avec un handicap mental grâce à la diffusion de méthodes innovantes. Faire évoluer les mentalités et diffuser de bonnes pratiques d'accompagnement de ces enfants dans des pays où ils sont encore trop souvent considérés comme non-éducables.

► **Chiffres-clés :** 150 professionnels formés à de nouvelles méthodes, 3 000 adultes encadrants sensibilisés à traiter différemment le handicap, 13 500 enfants mieux accompagnés.

► **Durée :** 3 ans (2009-2012)

► **Pour en savoir plus :** www.bice.org/projethandicapCEI

Sur le terrain en Europe et Communauté des Etats Indépendants (CEI)

La Délégation pour l'Europe et la CEI agit comme une plateforme de réflexion qui vise à promouvoir la défense des droits des enfants dans la région. Les lignes directrices des actions engagées sont les suivantes :

- l'implication et la responsabilité des communautés, afin de répondre aux besoins exprimés par la communauté elle-même et d'appliquer de nouvelles idées adaptables à leur contexte ;
- le renforcement des capacités des travailleurs sociaux et des professionnels de l'enfance à travers des ateliers, des sessions de formation, des visites d'étude et des conférences.

Nos domaines d'action dans cette région : enfants en situation de handicap, enfants victimes d'abus et/ou d'exploitation sexuels, enfants en rupture sociale et enfants de parents migrants.

PLAIDOYER

L'organisation de congrès thématiques internationaux tous les deux ans constitue pour le BICE un moyen d'animation de la réflexion sur l'enfance. Le dernier en date, portant sur Le droit à l'éducation des enfants en rupture familiale et sociale a eu lieu à Paris du 23 au 25 mai 2011. La première journée s'est déroulée à l'UNESCO en présence de 250 participants avec des intervenants de haut niveau. Puis des ateliers thématiques ont permis d'approfondir les questions posées en écoutant la voix du terrain et les bonnes pratiques réalisées dans différentes régions du monde. Une résolution contenant un ensemble de recommandations a été adoptée et largement diffusée dans notre réseau ainsi qu'après des institutions internationales. Pour en savoir plus : www.bice.org/congrès.

FORMATION

La Journée du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU dédiée aux enfants vivant et/ou travaillant dans la rue et celle du Comité des droits de l'enfant sur les enfants de parents incarcérés ont été l'occasion pour le BICE d'organiser des sessions de formation à l'intention de spécialistes faisant partie du réseau du BICE. Dans ce cadre, ceux-ci ont eu la possibilité de témoigner de leurs actions de terrain face à ces instances internationales. En lien avec les Frères des Ecoles Chrétiennes, Le BICE a également pris en charge une formation sur le droit à l'éducation pour une vingtaine de Frères et laïcs des Frères des Ecoles Chrétiennes d'Amérique latine et d'Espagne. Enfin, le BICE a répondu positivement à un nombre croissant d'invitations qui nous ont été adressées pour intervenir lors de sessions organisées par d'autres ONG et instituts universitaires.

LANCEMENT D'UN NOUVEAU PORTAIL INTERNET

Le BICE s'est doté d'un nouveau portail internet en 3 langues (français, anglais et espagnol) qui a été lancé en septembre 2011. De nouvelles actualités y sont mises en ligne chaque semaine, reprises en partie dans une newsletter mensuelle. Ce nouveau site comporte en outre un centre de ressources sur les droits de l'enfant et une boutique en ligne. Venez vite le découvrir ! Pour en savoir plus : www.bice.org

LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2011

Les comptes annuels de l'exercice 2011, le rapport moral, le rapport financier et le rapport du Commissaire aux Comptes sont disponibles sur simple demande adressée au siège social. Ils peuvent être consultés et téléchargés sur notre site internet www.bice.org.

LE COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

Établi en conformité avec le règlement 2008-12 du Comité de la réglementation comptable, il présente de manière analytique les ressources du BICE selon leur origine et les emplois selon leur destination (missions sociales et sta-

tutaires, frais de recherche de fonds, frais de fonctionnement).

Il présente également de manière distincte les ressources issues de la générosité du public et l'emploi qui en est fait.

Les éléments clés de ce Compte d'Emploi des Ressources sont les suivants :

| Année 2011 | milliers € | % |
|---|--------------|---------------|
| Produits de la générosité du public | 2.818 | 55,6 % |
| Subventions aux projets et autres produits y compris reprise des fonds dédiés | 2.249 | 44,4 % |
| Total ressources | 5.067 | 100% |
| Missions sociales, y compris dotation aux fonds dédiés | 3.482 | 68,7 % |
| Frais de recherche de fonds | 1.021 | 20,1 % |
| Frais de fonctionnement | 621 | 12,3 % |
| Total emplois | 5.124 | 101,1% |
| Résultat | -57 | -1.1 % |

Les chiffres de l'année 2011 sont conformes, avec quelques écarts au modèle économique du BICE qui affecte environ 70% de ses recettes à l'accomplissement de ses missions sociales.

L'exercice 2011 a été marqué par :

- Un léger repli à 2.488 K€ des dons reçus de nos donateurs en France. Si la collecte auprès de nos donateurs fidèles a été en hausse de 2%, les opérations de recherche de nouveaux donateurs, plus limitées cette année, ont été décevantes.

Les legs reçus se sont élevés à 297 K€, un montant nettement moindre que le montant exceptionnel de 2010 (403 K€).

- La prise en charge pour 133 K€ de la partie non financée de notre projet en République Démocratique du Congo que nous

avons mené à terme dans la perspective du nouveau projet en 2012.

- Le coût de la restructuration de nos activités en Afrique, décidée dans le cadre du plan stratégique 2010-2013, avec le transfert progressif de la gestion de nos centres à des structures autonomes et la création d'associations locales liées au BICE par des conventions de partenariat. Les coûts directs de cette restructuration (45 K€) sont liés aux indemnités dues au personnel local dans le cadre de son transfert vers les associations nouvelles.

Les conséquences de la rupture avec KiRA (ex BICE Deutschland), avec laquelle un accord a été trouvé en juillet pour solder nos projets en commun, sont ainsi actées de manière définitive.

L'année a été marquée par la réorganisation du fonctionnement de nos Délégations Régionales qui, regroupées à Bruxelles, travaillent maintenant de manière plus coordonnée, comme le montre l'orientation prise vers la gestion de programmes (communs à plusieurs pays et plusieurs DR) plutôt que vers l'approche « projets » (spécifiques à un pays).

La transition vers cette nouvelle approche et la redéfinition de nos activités se sont toutefois traduites par une diminution temporaire de nos missions sur le terrain, accentuée par l'attente de nos bailleurs de fonds pour l'Afrique et par la fin concomitante de plusieurs projets dans la région. Ces événements ont impacté la part des missions de terrain dans l'emploi de nos ressources, situation qui perdurera quelque peu en 2012 en raison du délai d'instruction des demandes.

L'UTILISATION DES RESSOURCES PROVENANT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Conformément au modèle économique, les ressources provenant de la générosité du public (2.818 K€) ont été utilisées en 2011 :

- Pour 49% (1.377 K€) à l'accomplissement des missions sociales (encadrement par les DR des projets de terrain, réflexion, plaidoyer, formation...). Elles financent ainsi 40% du total des missions sociales, les frais de mise en œuvre des projets localement étant essentiellement financés par les bailleurs de fonds.

- Pour 36% (1.021 K€) au financement de la totalité des frais de recherche de fonds.

- Pour 17% à la couverture de 75% des frais de fonctionnement.

LE BILAN

Le bilan du BICE au 31 décembre 2011 se résume comme suit, en milliers d'euros

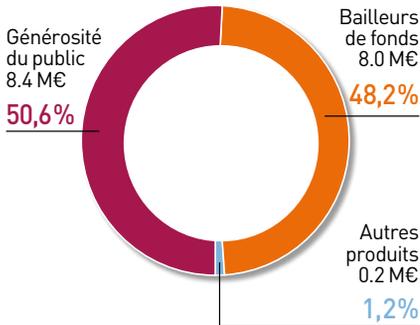
| ACTIF | 2011 | 2010 | PASSIF | 2011 | 2010 |
|----------------------|--------------|--------------|-----------------|--------------|--------------|
| Actif immobilisé net | 104 | 79 | Fonds propres | 686 | 743 |
| Créances diverses | 136 | 197 | Fonds dédiés | 912 | 746 |
| Disponibilités | 1.907 | 1.755 | Dettes diverses | 549 | 542 |
| TOTAL | 2.147 | 2.031 | TOTAL | 2.147 | 2.031 |

Les fonds propres diminuent du seul effet du résultat déficitaire de l'exercice (-57 K€)

Les disponibilités nettes de fonds dédiés sont stables, passant de 1.009 K€ à 995 K€

LES RESSOURCES DU BICE ET LEUR EMPLOI

RESSOURCES CUMULÉES 2009-2011



Entretien avec Christian de Chastellux, Trésorier du BICE

Comment est financé le BICE ?

Le financement des activités du BICE est exclusivement assuré par l'appel à la générosité et les subventions accordées par des institutions privées ou publiques (bailleurs de fonds) à ses programmes sur le terrain. Le BICE ne reçoit aucune aide publique pour le financement de ses frais de fonctionnement.

Qu'apporte ce mode de financement ?

Il garantit l'indépendance du BICE. Il lui permet de ne pas déterminer ses programmes en fonction d'orientations dictées par les gouvernements ou par l'urgence, mais bien en considérant les besoins les plus vitaux pour la défense des droits des enfants et en accompagnant sur le long terme les organisations chargées de ces programmes sur le terrain.

Qu'est-ce que les bailleurs de fonds et la générosité du public financent respectivement ?

Les bailleurs de fonds financent principalement les frais de mise en œuvre des projets auprès des enfants, mais seulement très marginalement leurs coûts de conception,

suivi, contrôle et évaluation par les délégations régionales du BICE regroupées à Bruxelles. Ces coûts (frais salariaux et de fonctionnement) sont ainsi essentiellement couverts par la générosité de nos donateurs.

Celle-ci finance également les autres missions sociales du BICE : la réflexion sur l'enfance, le plaidoyer auprès des organisations internationales (ONU à Genève, Unesco à Paris...) ou nationales, la formation à la défense des droits de l'enfant, l'animation du réseau des organisations membres du BICE qui assurent la promotion de ces droits dans les différentes régions du monde, et la sensibilisation du public.

Toutes ces missions ne bénéficient pratiquement d'aucun financement institutionnel public ou privé, alors même qu'elles donnent tout leur sens et toute leur portée aux actions de terrain en contribuant sur le long terme à une amélioration des politiques publiques en faveur des enfants.

La générosité de nos donateurs nous permet enfin de financer les frais généraux, la communication et les dépenses de recherche de fonds.

EMPLOIS CUMULÉS 2009-2011

